

Les Verts allemands, un nouveau parti de rassemblement ?



Annette LENSING

Janvier 2021



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d'études des relations franco-allemandes – Cerfa* – bénéficient du soutien du Centre d'analyse de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l'Auswärtiges Amt.



Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0285-4

© Tous droits réservés, Ifri, 2021

Comment citer cette publication :

Annette Lensing, « Les Verts allemands, un nouveau parti de rassemblement ? »,
Notes du Cerfa, n°158, Ifri, janvier 2021.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes ([Cerfa](#)) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'*Auswärtiges Amt*. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Éric-André Martin est Secrétaire général du Cerfa et dirige avec Paul Maurice et Marie Krpata, chercheurs, et Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes, les publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

Auteure

Annette Lensing est maîtresse de conférences en études germaniques à l'université de Caen-Normandie et membre de l'Équipe de recherche sur les littératures, les imaginaires et les sociétés (EA 4254) où elle codirige un programme de recherche sur les Conceptions culturelles et politiques de la nature. Elle est coéditrice de l'ouvrage collectif *Mission écologie. Tensions entre conservatisme et progressisme dans une perspective franco-allemande*, paru dans la collection « Convergences » chez Peter Lang en 2018.

Résumé

Dans le contexte de prise de conscience accrue de la crise climatique, les élections européennes en mai 2019 ont vu les formations écologistes obtenir des résultats élevés dans de nombreux pays – 20,5 % en Allemagne, 17,5 % en Irlande, 16,0 % en Finlande ou encore 13,5 % en France – alors que, dans le même temps, la progression des partis d’extrême droite et nationaux-populistes se confirmait. Dans un paysage politique marqué par l’effritement de la base sociale des grands partis traditionnels et la plus grande volatilité des électeurs, *Bündnis 90/Die Grünen* a mis le cap sur la Chancellerie fédérale. Emmené par le duo charismatique Baerbock-Habeck, le parti écologiste, actuellement crédité de près de 20 % d’intentions de vote dans les sondages, souhaite rassembler largement, au centre de l’échiquier politique, en incarnant un nouveau réalisme conçu comme alternative aux partis « populaires », les « *Volksparteien* ». Dans le contexte inédit de la pandémie de COVID-19 qui génère un effet de loupe sur les principaux défis du XXI^e siècle et à l’horizon de la « super année » électorale en 2021, cette note se propose d’éclairer les principales transformations de l’ancien parti contestataire et d’interroger l’impact de son ambition gouvernementale sur la base, le programme et la stratégie politiques.

Abstract

In the context of increasing awareness of the climate crisis, environmental parties across the European Union obtained high scores in the European elections of May 2019, reaching 20.5% in Germany, 17.5% in Ireland, 16% in Finland and 13.48% in France. Meanwhile, far-right parties gained strength. In a political landscape marked by the erosion of the social base of the major traditional parties – the “*Volksparteien*” – and by greater voter volatility, *Bündnis 90/Die Grünen* openly aimed for the Federal Chancellery. Led by the charismatic duo of Baerbock and Habeck, the party is currently credited with a poll score of 20% and seeks to embody a new political realism in the centre of the political spectrum. Considering the upcoming super electoral year of 2021 as well as the ongoing pandemic which has been laying bare the main challenges of the 21st century, this article proposes to shed light on the main transformations this former protest party has undergone and, on the impact, its governmental ambition is having on its base, its program and its political strategy.

Sommaire

INTRODUCTION	6
DE LA CONTESTATION AU POUVOIR	7
LA RECONQUÊTE DU POUVOIR PAR LES <i>LÄNDER</i>	10
LA BASE SOCIALE DU PARTI	14
UN PROGRAMME POUR RASSEMBLER ET GOUVERNER.....	19
CONCLUSION	25

Introduction

En janvier 2020, *Bündnis 90/Die Grünen* fêtait un double anniversaire : les quarante ans de la création du parti vert ouest-allemand *Die Grünen* et les trente ans de *Bündnis 90*, rassemblement de groupes et de mouvements citoyens de République démocratique allemande (RDA). Créés comme « alternative aux partis établis¹ », les *Grünen* ont rapidement intégré les institutions politiques de la République fédérale d'Allemagne (RFA) et se sont, au prix d'après conflits internes, adaptés aux règles du jeu politique, s'alignant sur les partis majoritaires, tant au niveau des acteurs, des programmes que des structures. Cantonnée aux bancs de l'opposition à l'échelle fédérale depuis quinze ans, la formation écologiste participe actuellement à onze coalitions régionales « bi- » ou « tripartites » et dirige depuis 2011 le *Land* conservateur du Bade-Wurtemberg où Winfried Kretschmann escompte être reconduit pour la troisième fois en tant que ministre-président au printemps 2021. Depuis les élections européennes de mai 2019, qui ont vu le parti obtenir 20,5 % des suffrages et ravir la deuxième marche du podium aux sociaux-démocrates, *Bündnis 90/Die Grünen* passe pour être un parti sérieux pour porter un candidat à la Chancellerie. Propulsés à la tête des Verts en janvier 2018 et reconduits haut la main un an plus tard, les deux « *Realos*² » Annalena Baerbock et Robert Habeck clament leur ambition de faire du parti un acteur clé du prochain gouvernement, tout en laissant en suspens le choix de l'éventuel.le candidat.e. rentenu.e. et du ou des partenaires politiques. Alors que les conflits passés ont cédé la place à un pragmatisme apaisé, les Verts allemands sont-ils aujourd'hui un « parti normal³ » ? Sont-ils de surcroît devenus un parti « populaire », un « *Volkspartei* » ? Afin d'apporter des éléments de réponse, cette note proposera quatre éclairages successifs qui interrogeront les grandes évolutions du parti et de sa base sociale, puis, à l'horizon des élections législatives de septembre 2021, les défis stratégiques et programmatiques du parti.

1. Die Grünen, *Das Bundesprogramm*, 1980, disponible sur : www.boell.de.

2. Cf. *infra*.

3. Interview de W. Schäuble, « Die Grünen sind heute eine normale Partei », *Deutschlandfunk*, 28 janvier 2005, disponible sur : www.deutschlandfunk.de.

De la contestation au pouvoir

Il y a quarante ans, peu d'observateurs politiques et médiatiques pariaient sur la longévité des *Grünen* dont ils soulignaient avant tout la polyphonie et le chaos de l'assemblée inaugurale. La nouvelle formation politique, créée les 12 et 13 janvier 1980, était un « mille-pattes⁴ » politique qui rassemblait des femmes et des hommes dont les biographies, les idées et les styles étaient variés – des environnementalistes conservateurs, des défenseurs d'une « Troisième Voie », des communistes, des féministes, des anthroposophes ou bien encore des pacifistes radicaux. L'hétérogénéité est le marqueur principal d'un parti issu de la société civile, ayant des racines multiples parmi lesquelles le mouvement alternatif, qui se développe dans le sillage de 1968, les initiatives citoyennes du tournant des années 1960-1970 et les « nouveaux mouvements sociaux » (le mouvement anti-nucléaire, le mouvement écologiste, le mouvement pacifiste, etc.) qui jettent un pont vers la Nouvelle Gauche. En quête d'alternatives, cette dernière se développe en République fédérale au tournant des années 1960. Émergeant dans un climat d'incompréhension face à la politique de la coalition sociale-libérale, ces forces posent les jalons des succès électoraux que remportent les listes vertes, plurielles et alternatives aux niveaux local et régional dans le dernier tiers des années 1970. Se comprenant comme une alternative aux partis établis, les Verts ouest-allemands ont l'ambition à la fois de rompre avec les pratiques des partis traditionnels mais aussi de rassembler par-delà les camps politiques, ce qui passe par l'affirmation de n'être « ni à droite, ni à gauche, mais [d'être] devant⁵ ».

La critique du système capitaliste nourrit des revendications radicales, notamment celle de la sortie de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ou encore de la mise à l'arrêt immédiate des centrales nucléaires⁶. Trois ans après leur formation, les Verts intègrent le Parlement fédéral : les députés qui entament leur célèbre marche vers le parlement de Bonn en 1983 sont munis de branches d'arbres frappés du « *Waldsterben*⁷ ».

4. C. von Bullion, « 40 Jahre Grüne: Sind die Grünen reif fürs Kanzleramt? », *Süddeutsche Zeitung*, 10 janvier 2020, disponible sur : www.sueddeutsche.de.

5. Sur la création des Verts, voir S. Mende, "Nicht rechts, nicht links, sondern vorn". *Eine Geschichte der Gründungsgrünen*, Munich, Oldenbourg, 2011.

6. Voir notamment L. Probst, « Bündnis 90/Die Grünen » (GRÜNE), in O. Niedermayer (dir.), *Handbuch Parteienforschung*, Wiesbaden, Springer Verlag, 2013, p. 509-540.

7. Sur le « *Waldsterben* » voir B. Metzger, „Erst stirbt der Wald, dann du.“: *Das Waldsterben als westdeutsches Politikum* (1978-1986), Francfort-sur-le-Main/New York, Campus Verlag, 2015.

Au-delà de nouvelles idées et d'un nouveau style politique, ils amènent une nouvelle « segmentation⁸ » du système politique de « deux partis et demi⁹ » formé d'une part par le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) et l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU)/l'Union chrétienne-sociale en Bavière (CSU), et d'autre part par le Parti libéral-démocrate (FDP), longtemps cantonné au rang de variable d'ajustement. Cette décennie voit l'entrée des écologistes dans huit des onze parlements régionaux, notamment le Bade-Wurtemberg (1980), Hambourg (1982) et la Hesse (1983), une institutionnalisation favorisée par la structure fédérale de l'État et le mode de scrutin qui incite les partis élus à former des coalitions pour gouverner. En amenant la professionnalisation du « parti anti-partis¹⁰ », cette intégration institutionnelle s'accompagne d'une guerre fratricide qui oppose les partisans d'une transformation radicale de la République de Bonn selon une dynamique contestataire, les « fondamentalistes » (« *Fundis* »), aux défenseurs d'une ligne réformatrice et d'une alliance avec les partis établis, dans le cadre défini par le système parlementaire, les « réalistes » (« *Realos* »).

Déchirés de l'intérieur, les Verts peinent à relever le défi du nouvel ordre géopolitique qui se dessine avec la *Wende* : la chute du Mur de Berlin le 9 novembre 1989 et la fin du clivage Est-Ouest nourrissent les débats internes sans toutefois amener une modification profonde des positions du parti. Les Verts échouent aux élections du 2 décembre 1990 et n'envoient aucun député au premier parlement de l'Allemagne réunifiée alors que la liste *Bündnis 90/Grüne BürgerInnenbewegung* y envoie 8 députés. Cette débâcle électorale amorce une phase de restructuration qui voit le départ des acteurs issus de la gauche radicale, les « écosocialistes », comme Rainer Trampert, Jutta Ditfurth ou Thomas Ebermann, et amène le parti au bord de l'implosion. Après la fusion avec *Bündnis 90* en mai 1993, les questions relatives à la sécurité et à la défense perdent en importance au profit de la revendication d'une écologisation du système économique et social de l'Allemagne¹¹.

Même si les Verts restent fortement attachés au principe d'une direction collective et paritaire, la professionnalisation croissante du parti s'illustre dans la modulation, voire la suppression de certains outils de

8. M. Glaab et D. Reichard, *Parteienlandschaft in Bewegung. Zu den Entwicklungen des deutschen Parteiensystems in den Jahren 2009 bis 2013*, p. 153-163, disponible sur : <https://journals.openedition.org/>.

9. W. Rudzio, *Das politische System der Bundesrepublik Deutschland*, Wiesbaden, VS Verlag, 2011 [8^e édition], p. 120.

10. Interview de P. Kelly, « Wir sind die Antipartei-Partei », *Der Spiegel*, 14 juin 1982, disponible sur : www.spiegel.de.

11. Bündnis 90/Die Grünen, *Politische Grundsätze*, 1993, disponible sur : www.boell.de.

participation politique directe qui visaient à rééquilibrer les processus décisionnels en faveur de la base, à l'instar du « principe de rotation » – prévoyant le renouvellement des députés à mi-mandat – abandonné au niveau fédéral dès 1991 parce qu'il entravait fortement la cohérence du travail parlementaire, ou encore la séparation de la fonction et du mandat, partiellement abandonnée au niveau fédéral en 2003¹². Cette adaptation du parti contestataire aux règles du jeu de la démocratie parlementaire s'incarne dans la personne de Joschka Fischer. Celui-ci, fils de boucher autodidacte et ancien militant du milieu spontanéiste de Francfort-sur-le-Main, devenu ministre de l'Environnement et de l'Énergie en Hesse, puis vice-Chancelier et ministre des Affaires étrangères de la République fédérale. Lors des sept années de coalition où les Verts sont le partenaire minoritaire du gouvernement formé avec les sociaux-démocrates (1998-2005), le parti fait l'apprentissage douloureux des compromis induits par la prise de responsabilité gouvernementale. La première intervention militaire de l'Allemagne à l'étranger depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans le contexte de la guerre des Balkans, exacerbe les tensions et le force à clarifier ses positions sur l'usage de la force militaire. Les conflits éclatent au grand jour à Bielefeld où le parti se réunit en congrès exceptionnel en mai 1999 : des militants pacifistes radicaux manifestent devant la salle de congrès tandis que l'aile gauche postule l'incompatibilité de principe entre l'exercice du pouvoir et le pacifisme radical du parti originellement fondé sur quatre valeurs transversales – l'écologie, le social, la démocratie de la base et la non-violence¹³. Le visage de Joschka Fischer, maculé de rouge-sang après une attaque à la bombe de peinture, est l'une des images fortes de ce congrès. Quelques années plus tard, dans le contexte du déploiement militaire en Afghanistan, les lignes de fracture réapparaissent avec force : les délégués réunis en congrès à Göttingen (2007) votent pour le retrait rapide des troupes d'Afghanistan alors que le bureau fédéral est favorable à la prolongation de la participation de l'Allemagne à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS)¹⁴.

12. Sur l'impact de la professionnalisation du parti sur la représentation et les marges de manœuvre des femmes chez les Verts allemands, voir A.-L. Briatte, « Notwendig aber nicht ausreichend: Die Frauenquote bei den Grünen », *Bundeszentrale für politische Bildung*, Dossier Frauenwahlrecht, 12 novembre 2018, disponible sur : www.bpb.de.

13. Die Grünen, *Das Bundesprogramm*, 1980, *op. cit.*

14. G. Winter, « Le parti écologiste allemand Bündnis 90/Die Grünen et la politique de sécurité et de défense : la pondération en ligne de mire », Fondation pour la recherche stratégique, *Recherches & Documents*, n° 06/2020, 17 juillet 2020, p. 6, disponible sur : www.frstrategie.org.

La reconquête du pouvoir par les *Länder*

L'exercice des plus hautes fonctions politiques au niveau fédéral a été un moment douloureux de l'histoire du parti. La politique d'une adaptation à tout prix et d'un pragmatisme désincarné laisse les Verts allemands exsangues et désorientés. Occupant les bancs de l'opposition au *Bundestag* depuis quinze ans, ils obtiennent respectivement 8,1 % et 10,7 % aux élections législatives de 2005 et 2009 et chutent à 8,4 % lors du scrutin de 2013, devancés de peu par le parti de gauche *Die Linke* (8,6 %). La transition énergétique actée par le gouvernement d'Angela Merkel amène un recentrage stratégique sur la « justice sociale » ce qui génère l'irritation de la base d'autant plus désorientée face au scandale de la pédophilie qui effrite l'image des écologistes d'être de « meilleures personnes¹⁵ ». En 2017, de nombreux observateurs doutent du maintien des Verts à la chambre basse. Demandant la sortie de l'énergie carbonée avant 2030 lors de la campagne électorale de 2017, le parti réinvestit plus fortement le champ de la politique climatique : il obtient 8,9 % des voix et envoie 67 députés au 19^e *Bundestag* où il forme le plus petit groupe parlementaire de l'opposition. Même si elles échouent, les discussions préparatoires en vue de la formation d'une coalition « jamaïcaine¹⁶ » (noire-jaune-verte) marquent un tournant entre la dernière crise majeure du parti et l'adoption d'une ligne politique plus apaisée et le recul des conflits internes.

La relative faiblesse des Verts au niveau fédéral contraste avec les succès électoraux que le parti enregistre aux scrutins européens, régionaux et locaux à partir de la deuxième moitié des années 2000. Les Verts allemands obtiennent des résultats à deux chiffres lors des scrutins dans le Bade-Wurtemberg et à Berlin (2006), à Brême (2007) et en Hesse (2008)¹⁷. Aux élections du 27 mars 2011, les Verts du Bade-Wurtemberg

15. R. Tils et J. Raschke, « Strategie zählt. Die Bundestagswahl 2013 », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, APUZ 48-49/2013, p. 20-27, p. 25-26. C'est dans le contexte de la remise du prix Theodor Heuss à l'eurodéputé Daniel Cohn-Bendit en avril 2013 que les accusations sur la proximité des Verts avec le mouvement pédophile dans les années 1980 ressurgissent ; pour faire la lumière sur le passé, les Verts commanditent alors une étude scientifique sous la direction du politiste Franz Walter.

16. En Allemagne, une couleur est associée à chaque parti, ce qui permet de donner des surnoms aux possibles coalitions. Les négociations de 2017 ont eu lieu entre la CDU, le FDP et les Verts, dont les couleurs associées – noir, jaune et vert – sont celles du drapeau de la Jamaïque (Ndlr).

17. Les coalitions formées en 2008 à Hambourg (CDU et Verts) et en Sarre (CDU, FDP et Verts) marquent la fin de la fixation sur les coalitions rouges-vertes.

remportent 24,2 % des suffrages et Winfried Kretschmann devient le premier ministre-président Vert allemand, mettant fin à cinquante ans de leadership conservateur. Aux lendemains du tsunami et de la catastrophe nucléaire de Fukushima, la question du nucléaire est au centre du débat politique et médiatique et 2011 prend l'allure d'une année « historique¹⁸ » : le 4 septembre 2011, les Verts obtiennent 8,7 % aux élections du *Landtag* est-allemand du Mecklembourg-Poméranie-Occidentale. Représenté dans l'ensemble des parlements régionaux – le parti obtient de bons résultats lors des élections en Rhénanie-Palatinat (15,4 %), en Saxe-Anhalt (7,1 %) et à Brême (22,5 %) –, *Bündnis 90/Die Grünen* est crédité de 24 % dans les sondages sur le plan fédéral¹⁹. L'hypothèse d'une Chancellerie verte gagne du terrain et les marges de manœuvre du parti s'étendent progressivement au-delà des champs d'action classiques des coalitions rouges-vertes : alors qu'en 2013, les six coalitions gouvernementales auxquelles participaient les Verts associaient le SPD, les années suivantes voient une pluralisation importante qui fait bouger les configurations coalitionnaires. En 2020, les Verts participent à onze gouvernements régionaux : trois coalitions « bipartites » avec la CDU (Bade-Wurtemberg, Hesse) et le SPD (Hambourg) et huit coalitions « tripartites », à savoir trois coalitions « Kenya » (rouge-noire-verte), associant le SPD, la CDU et les Verts (Saxe-Anhalt, Brandebourg, Saxe), trois coalitions « rouge-rouge-verte », avec le SPD et *Die Linke* (Thuringe, Brême, Berlin), une coalition « jamaïcaine » avec la CDU et le FDP dans le Schleswig-Holstein et une coalition avec le SPD et le FDP en Rhénanie-Palatinat²⁰. En formant des alliances à droite comme à gauche, les Verts entendent montrer qu'ils sont réellement prêts à gouverner et à façonner la politique, y compris à Berlin. L'optimisme des Verts, qui est au plus haut depuis deux ans, s'appuie sur les chiffres élevés de la formation politique dans les sondages ; après que la crise du coronavirus avait d'abord fait chuter la cote du parti, il s'est de nouveau stabilisé à son niveau d'avant crise, aux alentours de 20 %, devant les sociaux-démocrates²¹. Les Verts progressent même dans des régions où ils sont historiquement faibles, comme la Rhénanie-du-Nord-Westphalie : plébiscités lors des élections européennes de mai 2019, ils arrivent en tête dans huit des dix grandes villes du *Land* comme Münster (36,6 %) et Cologne (32,9 %). Ils ont également ajouté plusieurs communes à leur palmarès politique à

18. U. Wagschal, U. Eith et M. Wehner (dir.), *Der historische Machtwechsel: Grün-Rot in Baden-Württemberg*, Baden-Baden, Nomos, 2013.

19. Le parti est crédité de 24 % le 15 avril et le 9 juin 2011, « *Wenn am kommenden Sonntag Bundestagswahl wäre...* », disponible sur : www.wahlrecht.de.

20. Composition du *Bundesrat* au 4 mars 2020, disponible sur : www.bundesrat.de.

21. « *Sonntagsfrage Bundestagswahl* », 27 novembre 2020, statistique disponible sur : www.infratest-dimap.de.

l'automne 2020 : outre la mairie d'Aix-la-Chapelle, ville d'origine du chrétien-démocrate Armin Laschet, remportée par Sibylle Keupen, candidate indépendante soutenue par les Verts, l'écologiste Katja Dörner s'est installée dans le fauteuil de maire de Bonn, l'ancienne capitale ouest-allemande, devançant largement Ashok Sridharan, maire sortant chrétien-démocrate, avec 56,27 % contre 43,73 % des voix²².

Quels sont les facteurs structurels et conjoncturels de cette « vague verte » ? Même si les problématiques environnementales et climatiques ont fait leur entrée dans les agendas de la plupart des partis politiques, les partis écologistes gardent une expertise clé dans ce domaine et profitent indéniablement de la propulsion de ces questions sur le devant de la scène politique et médiatique depuis l'été 2018 dans le contexte des mobilisations massives de la jeunesse mondiale pour le climat. Les épisodes climatiques extrêmes – mis en exergue par les incendies gigantesques en Australie en janvier 2020 – de même que le fait que les objectifs climatiques n'ont pas été atteints ont favorisé une adhésion sociétale large pour la défense du climat et des mouvements qui, à l'instar de *Fridays for future*, ont su proposer un *Framing* convaincant²³. Ayant pris la forme d'un « vote pour le climat²⁴ », les élections européennes de mai 2019 ont vu les formations écologistes obtenir des scores élevés en Europe – 20,5 % en Allemagne, 17,5 % en Irlande, 16 % en Finlande, 13,5 % en France, 13,5 % en Autriche²⁵ – portés notamment par le vote des jeunes, dont 30 % ont voté pour les Verts en Allemagne²⁶. D'autres facteurs ont trait aux spécificités et aux évolutions de la géographie électorale en Europe, marquée, en Allemagne, par une pluralisation croissante (qui se traduit par l'établissement progressif des coalitions « tripartites » en tant que nouvelle norme gouvernementale), l'affaiblissement des deux grands partis « populaires », la CDU/CSU et le SPD, qui se partageaient traditionnellement l'alternance politique²⁷, de même que l'installation durable de l'AfD dans le champ politique. Dans le contexte du morcellement du paysage politique – pour la

22. Résultats disponibles sur : www.bonn.de.

23. D. Rucht et M. Sommer, « Fridays for Future. Vom Phänomen Greta Thunberg, medialer Verkürzung und geschickter Mobilisierung: Zwischenbilanz eines Höhenflugs », *Internationale Politik* 4/2019, 1^{er} juillet 2019, p. 121–125, disponible sur : <https://internationalepolitik.de>.

24. La protection de l'environnement et du climat était le thème clé des Européennes (48 %, soit 28 points de plus qu'en 2014), devant la protection sociale (43 %). « *EuropaTREND im Auftrag der ARD* », mai 2019, disponible sur : www.infratest-dimap.de.

25. Dans le groupe *Verts/Alliance libre européenne* (ALE), la délégation allemande est la plus importante, avec 25 députés sur 68, dont 21 députés de *Bündnis 90/Die Grünen*. Statistiques disponibles sur : www.touteleurope.eu.

26. W. Merkel, « Die Grünen werden nicht zu einer neuen Volkspartei », *Zeit campus*, 27 mai 2019, disponible sur : www.zeit.de.

27. N. Switek, *Bündnis 90/Die Grünen. Koalitionsentscheidungen in den Ländern*, Baden-Baden, Nomos, 2015.

première fois de son histoire, le *Bundestag* rassemble six groupes parlementaires et compte 709 députés – et de la plus grande volatilité des électeurs, les Verts recrutent par-delà leur électorat traditionnel, à droite comme à gauche, ayant respectivement pris 1,5 million de voix au SPD et 1,25 million à la CDU en mai 2019²⁸. Lors des élections au Sénat de Hambourg en mars 2020, les Verts ont doublé leur score par rapport à 2015, recueillant 24,2 % des suffrages exprimés alors que le SPD perdait 6,5 points. Même si cela a été insuffisant pour propulser la sénatrice Katharina Fegebank à la tête de la ville-État, le parti a obtenu le deuxième meilleur résultat de son histoire. Quelques mois plus tôt, Belit Onay était élu premier maire vert de Hanovre, bastion historique du SPD²⁹. Si l’engagement pour une société ouverte et contre les discriminations fait consensus au sein d’un parti largement immunisé contre le national-populisme – les provocations et déclarations racistes du sulfureux maire de Tübingen, Boris Palmer, sont l’exception à la règle³⁰ –, les Verts profitent de la déstabilisation des partis de l’*Union* par l’extrême droite allemande et des débats sur la politique migratoire ainsi que du climat d’incertitude qui plane autour de l’après-Merkel. Ayant redéfini leur rôle dans un paysage politique en évolution, les Verts ont renouvelé une partie de leur personnel politique ce qui s’est accompagné du recul du clivage gauche-droite au profit des lignes de fracture entre forces nationalistes et européistes de même qu’entre forces démocratiques et antidémocratiques. Cela s’est traduit par l’assouplissement de la règle de la répartition paritaire des postes à responsabilité entre les forces centristes et de gauche avec d’une part, l’élection du duo « *Realo* » Baerbock-Habeck à la tête du parti et d’autre part, la nomination de deux représentants de l’aile gauche du parti, Ska Keller et Sven Giegold, comme têtes de liste aux européennes.

28. Transfert de voix par rapport aux élections législatives de 2017, statistiques disponibles sur : <https://wahl.tagesschau.de>.

29. C. Eubel et R. Birnbaum, « Hannover als Signal für den Bund : Der Fall Belit Onay wird zum bundesweiten SPD-Schreck », *Der Tagesspiegel*, 11 novembre 2019, disponible sur : www.tagesspiegel.de.

30. J. Hensel, « Die Grünen. Wie viel Boris Palmer steckt in uns », *Zeit online*, 8 mai 2020, disponible sur : www.zeit.de.

La base sociale du parti

Après s'être détachés de la contestation radicale, les Verts allemands sont-ils devenus ce « *grüne Volkspartei* » qu'appelait de ses vœux l'ancien chef du groupe parlementaire des écologistes du Bade-Wurtemberg Fritz Kuhn au début des années 1990³¹ ? Rappelant qu'il ne s'agit pas d'une catégorie analytique, mais d'un instrument permettant à un parti de se situer dans le système partisan, le politologue Ulrich Eith identifie trois marqueurs principaux d'un « *Volkspartei* » : la volonté de participer au pouvoir, l'appui sur une base sociale large et l'exercice d'une fonction exécutive³². Au cours des dix dernières années, les Verts ont doublé le nombre de leurs membres, enregistrant la progression la plus nette en 2019 (+ 28 %), avec 21 176 nouvelles adhésions, soit 96 487 au total (2019)³³. En avril 2020, ils ont en outre franchi la barre symbolique des 100 000 membres, selon le *tweet* du secrétaire général du parti, Michael Kellner³⁴. *Bündnis 90/Die Grünen* dispose d'une bonne longueur d'avance sur les autres « petits » partis du *Bundestag* qui comptent 64 500 (FDP), 61 500 (*Die Linke*) et 33 500 membres (Alternative pour l'Allemagne – AfD). Par comparaison aux grands partis, les partis de l'*Union* et le SPD, la base sociale verte est toutefois limitée. Malgré la lente érosion de sa base depuis la seconde moitié des années 1980 et la désolidarisation du milieu ouvrier au lendemain des réformes Hartz IV (2003-2005), le SPD compte toujours près de 420 000 membres (2019). La CDU rassemble, quant à elle, un peu plus de 405 000 membres³⁵.

31. « Stuttgarts Grünen-OB Fritz Kuhn, « Deutschland ist das einzige Raserland auf der Welt – das ist so idiotisch », Interview de F. Kuhn par F. Bohr et V. Höhne, *Spiegel online*, 22 janvier 2020, disponible sur : www.spiegel.de. En novembre 2020, la mairie de Stuttgart est passée aux mains des chrétiens-démocrates.

32. U. Eith, « Die Grünen als Volkspartei neuen Typs? Perspektiven einer Reform der Parteiendemokratie », in R. T. Baus (dir.), *Parteiensystem im Wandel. Perspektiven, Strategien und Potentiale der Volksparteien*, 2^e édition, Sankt Augustin/Berlin, Konrad Adenauer Stiftung, 2013, p. 81-92, p. 88, disponible sur : www.kas.de.

33. « Mitgliederentwicklung der kleineren im Bundestag vertretenen Parteien, 1990 bis 2019 », in O. Niedermayer, *Parteimitglieder in Deutschland*, 2020, Arbeitshefte aus dem Otto-Stammer-Zentrum, n° 31, Berlin, disponible sur : www.bpb.de. Étude complète disponible sur : www.polsoz.fu-berlin.de.

34. « Rekord in der Corona-Krise. Grüne haben erstmals mehr als 100 000 Mitglieder », *Stuttgarter Nachrichten*, 27 avril 2020, disponible sur : www.stuttgarter-nachrichten.de.

35. « Mitgliederentwicklung der CDU und SPD, 1990 bis 2019 », in O. Niedermayer, *Parteimitglieder in Deutschland*, op. cit.

Cette hausse quantitative du nombre de membres s'est accompagnée d'un élargissement socio-culturel de la base des Verts qui, lors de leur création et jusque dans les années 1990, recrutait principalement parmi la génération du *baby-boom* née dans les années 1954-1965. À mesure que les anciens « rebelles » de 1968 se sont établis et adaptés aux institutions parlementaires, le parti s'est « embourgeoisé³⁶ » : alors qu'en 1983, près de deux tiers des électeurs verts étaient sans emploi, les fonctionnaires et les employés du service public y forment aujourd'hui le groupe socio-professionnel majoritaire (44 %)³⁷. Le profil des membres du parti vert affiche des caractéristiques similaires : avec près de 72 % de diplômés³⁸, les membres sont plus formés et ont des salaires plus élevés que la moyenne, ce qui vaut au parti la réputation d'être un « parti des élites », voire un FDP « amélioré », c'est-à-dire plus vert et plus vertueux que le parti libéral³⁹. Malgré un électorat socialement proche (diplômé et à hauts revenus), il n'existe toutefois que très peu de points de contact au niveau de la base des deux partis⁴⁰.

Le parti de la jeunesse rebelle est devenu celui des classes moyennes supérieures. Les électeurs verts sont pour la plupart diplômés, aisés, citadins et employés dans le secteur tertiaire ou dans les métiers de l'éducation. Traditionnellement, le parti enregistre les résultats les plus élevés dans ses bastions historiques – comme la Hesse et le Bade-Wurtemberg – et dans les grandes villes, à l'instar des villes-États Hambourg, Brême et Berlin. À l'Est comme à l'Ouest, les femmes sont plus nombreuses à glisser un bulletin écologiste dans l'urne, sachant que parmi les électrices vertes, la tranche des 34-45 ans est la plus fortement représentée⁴¹. Lors des élections fédérales de 2017, 9,5 % des femmes ont voté vert contre 6,9 % des hommes et c'est parmi les électrices âgées de 18 à 24 ans que les Verts ont obtenu leur meilleur résultat (18,4 %) alors qu'ils recueillaient le moins de suffrages de la part des hommes de plus de 70 ans (2,2 %)⁴². Le croisement des données genrées, démographiques et

36. L. Probst, « Bündnis 90/Die Grünen », *art. cit.*, p. 180.

37. O. Niedermayer, « Die soziale Zusammensetzung der Parteimitgliederschaften », 26 août 2020, disponible sur : www.bpb.de.

38. *Ibid.*

39. K. Kister, « Die Grünen als Milieu FDP », *Süddeutsche Zeitung*, 1er septembre 2009. Voir aussi H.-J. Dietsche, « Die gefühlte "Volkspartei". Die Wahlerfolge von Bündnis 90/Die Grünen im Jahr 2011 und die Konsequenzen für ihre weitere Bündnisstrategie », in R. T. Baus (dir.), *Parteiensystem im Wandel*, *op. cit.*, p. 93-102.

40. F. Walter, *Gelb oder Grün? Kleine Parteiengeschichte der besserverdienenden Mitte in Deutschland*, Bielefeld, Transcript Verlag, 2010.

41. « Frauen wählen grün? » Table-ronde, 1er septembre 2008, disponible sur : www.boell.de.

42. L. Böckmann, M. Jacobs, T. Kirschev, Bundestagswahl 2017 : *Der Einfluss von Geschlecht und Alter auf das Wahlverhalten. Ergebnisse der repräsentativen Statistik*, p. 100-101, disponible sur : www.statistik.rlp.de.

sociologiques montre que les électrices vertes sont fortement représentées parmi les femmes diplômées et à hauts revenus et que le parti peine à toucher l'électorat féminin peu qualifié et à bas revenus⁴³. Les pronostics d'un vieillissement du parti ne se sont toutefois pas entièrement réalisés. Près de 40 % des nouveaux adhérents ont moins de 35 ans et plus d'un tiers de ses membres a moins de 40 ans⁴⁴. Les Verts captent en effet une part importante du vote des jeunes : lors des élections législatives de 2009, plus d'un quart des primo-votants a voté vert contre 5 % parmi les plus de 60 ans⁴⁵. De même, aux élections européennes de 2019, 34 % des jeunes de moins de 25 ans ont voté vert (une progression de 16 points par rapport à 2014), la CDU arrivant en deuxième position avec 12 % alors que la tendance était inverse auprès des plus de 60 ans avec respectivement 41 % (CDU) et 13 % (*Bündnis 90/Die Grünen*)⁴⁶. Or, si les Verts sont davantage plébiscités par les jeunes, la mise en parallèle du vote écologiste et AfD indique que la fracture générationnelle profite aux deux partis. En effet, lors des élections régionales dans le Brandebourg et en Saxe à l'automne 2019, l'AfD et les Verts ont enregistré des résultats similaires chez les 18-29 ans – 23 % pour les Verts et 22 % pour l'AfD dans le Brandebourg – les deux partis devançant largement le SPD et la CDU⁴⁷.

Les Verts allemands ne parviennent toutefois pas à combler l'écart numérique conséquent entre les sondages, les résultats électoraux à deux chiffres et leurs membres, restant bien en deçà de leur capacité de recrutement potentielle : fin 2018, le parti parvint ainsi à fidéliser uniquement 0,09 % de ceux qui auraient pu devenir membres⁴⁸. Contrairement au SPD et à la CDU-CSU, les Verts allemands ne réussissent pas à mobiliser des couches sociales aussi larges. De même, leur maillage territorial est loin d'être aussi dense, ce qui s'explique par le fait que, comme le FDP, le parti écologiste reste, trente ans après la réunification, un parti largement ouest-allemand, même si des signes d'inversion de tendance sont palpables. Alors qu'un certain nombre de personnalités vertes affiche une biographie est-allemande, comme le secrétaire général du parti Michael Kellner, l'eurodéputée Ska Keller ou encore l'actuelle coprésidente du groupe parlementaire vert Katrin Göring-Eckardt – qui fut l'une des actrices de la fusion en 1993 –, la base sociale verte accuse un

43. G. Fuchs, « Wählen Frauen anders als Männer? », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, APUZ 42/2018, disponible sur : www.bpb.de.

44. O. Niedermayer, *Parteimitglieder in Deutschland*, 2020, *op. cit.*

45. Wissenschaftliche Dienste Deutscher Bundestag, « Repräsentative Wahlstatistik zur Bundestagswahl 2009 », statistiques disponibles sur : www.bundestag.de.

46. Électeurs d'après les tranches d'âge, disponible sur : <https://wahl.tagesschau.de/>.

47. A. Ehmann, S. Venohr et V. Materla, « Wähler in Ostdeutschland : Männlich, Arbeiter, AfD-Wähler, *Zeit online*, 2 septembre 2019, disponible sur : www.zeit.de.

48. O. Niedermayer, *Parteimitglieder in Deutschland*, 2020, *op. cit.*

différentiel est-ouest important : en 2018, seuls 7,5 % des membres du parti étaient est-Allemands. Avec 711 membres⁴⁹, le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale détient le record de la plus petite fédération régionale alors que les fédérations régionales en Bavière et en Rhénanie-du-Nord-Westphalie comptabilisent respectivement 16 800⁵⁰ et 20 000⁵¹ membres. La croissance des fédérations régionales y compris à l'Est, à l'instar du Brandebourg – sans doute un « effet Annalena Baerbock⁵² » – ne parvient que partiellement à combler cette asymétrie qui se retrouve également dans la géographie du vote. En 2016, les Verts ne parviennent pas à se maintenir au parlement mecklembourgeois et, à l'exception du Brandebourg, ils obtiennent moins de 5 % dans les nouveaux *Länder* lors des élections législatives de 2017. De même, lors des élections européennes de mai 2019, les Verts ont obtenu les résultats les plus faibles à l'est de l'Allemagne – à l'inverse de l'AfD qui y a recueilli le plus de suffrages. Lors des élections régionales à l'automne 2019, les résultats des Verts en Thuringe (5,2 %), en Saxe (8,6 %) et dans le Brandebourg (10,8 %) restent bien en deçà de ceux de l'AfD qui fut plébiscitée par un quart des électeurs, avec respectivement 23,4 %, 27,5 % et 23,5 %. S'ils peinent à s'imposer comme antipode de l'AfD, les Verts gagnent toutefois du terrain à l'Est, ayant progressé de 4,6 points dans le Brandebourg et de 2,9 points en Saxe par rapport aux scrutins régionaux précédents. Or, si la cartographie des votes fait ressurgir le « fantôme » de la frontière entre les deux Allemagne, opposant un électorat écologiste et libéral à un vote national-populiste⁵³, cette asymétrie régionale se double d'un déséquilibre villes-campagnes, marqueur important de la géographie du vote vert en Europe : aux élections saxonnes de septembre 2019, les Verts ont ainsi obtenu leurs meilleurs résultats dans les métropoles comme Leipzig ou Dresde, mais des résultats très bas dans les zones rurales à faible densité, à l'instar de Bautzen, du Erzgebirge ou de Görlitz, ce qui peut être mis en relation avec l'exode des populations notamment jeunes, qualifiées et féminines au lendemain de la chute du Mur⁵⁴. Dans des régions particulièrement

49. C. Eubel, « Der Höhenflug der Grünen. Grünes Licht – nur im Osten nicht », *Der Tagesspiegel*, 6 novembre 2018, disponible sur : www.tagesspiegel.de.

50. Chiffres disponibles sur la page des *Grüne Bayern* : www.gruene-bayern.de.

51. Chiffres disponibles sur la page des *Grüne NRW*, <https://gruene-nrw.de>.

52. Après l'élection de la députée du Brandebourg à la tête des Verts allemands début 2018, la fédération régionale du parti a vu le nombre de ses membres croître avec une augmentation de 10 % entre mars 2017 et mars 2018, selon Clemens Rostock, chef de la fédération brandebourgeoise. Voir : « Grüne wollen mitregieren : "Schnittmengen mit Linken" », *Süddeutsche Zeitung*, 16 avril 2018, disponible sur : www.sueddeutsche.de.

53. M. Baloge, B. von Hirschhausen et E. Tulmets, *Une "frontière fantôme" en Allemagne ? La (re)distribution des cartes après les élections européennes*. Politique européenne, Paris, L'Harmattan, 2019, disponible sur : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/>.

54. Voir notamment A. Salles, « Entre vieillissement et migrations : la difficile équation allemande, » *Notes du Cerfa*, n° 138, Ifri, juin 2017.

frappées par le vieillissement de la population et la désindustrialisation accélérée par la sortie du charbon, le manque de services et d'infrastructures, les électeurs ont nettement préféré le discours identitaire et social de l'AfD, d'autant plus que les Verts y restent largement perçus comme un parti écologiste. Certaines maladresses comme l'appel de Robert Habeck à faire de la Thuringe « un État démocratique libre⁵⁵ » illustrent des clivages persistants, tant au niveau des réalités que des représentations⁵⁶.

55. K. Schuler, « Robert Habeck. Noch so ein Schnellschluss », *Zeit online*, 7 janvier 2019, disponible sur : www.zeit.de.

56. Sur les défis est-ouest, voir H. Stark, « 30 ans après la chute du Mur. Une Allemagne unifiée, une population désunie », *Notes du Cerfa* n° 150, Ifri, novembre 2019 ; S. Martens, « L'Allemagne trente ans après la chute du mur de Berlin : le défi des impacts transformationnels », Conseil québécois d'études géopolitiques, disponible sur : <https://cqegehiulaval.com>.

Un programme pour rassembler et gouverner

Ayant la faveur des urnes et des sondages, les Verts allemands affichent une nouvelle assurance. Autrefois théâtre des affrontements intra-partisans, Bielefeld s'est, vingt ans après, mué en tribune de l'ambition verte de (re)conquête du pouvoir exécutif. Réunis en congrès du 15 au 17 novembre 2019, les Verts ont présenté un véritable *show* « à l'américaine » : respectivement plébiscités à 97,1 % et 90,4 % des voix, Annalena Baerbock et Robert Habeck ont affiché, avec optimisme, leur harmonie et leur objectif, celui de façonner durablement la vie politique allemande. Après avoir fait acte de « candidature pour la Chancellerie⁵⁷ », le duo charismatique souhaite amorcer une nouvelle étape de l'histoire verte : délesté de ses revendications écologistes et pacifistes radicales pour devenir un parti réformateur au service de la mise en place d'une économie de marché « éco-sociale⁵⁸ », le parti entend désormais défendre un projet politique ancré au centre de l'échiquier politique. À l'horizon 2021, aucune constellation démocratique n'est exclue, qu'elle prenne la forme d'une alliance de centre-gauche aux côtés des sociaux-démocrates et du parti de la gauche radicale *Die Linke* ou encore d'une coalition avec les partis de l'*Union* qui devancent les Verts de 14 points dans les sondages ce qui assurerait à la coalition « noire-verte » une majorité confortable (56 %)⁵⁹. Aussi d'aucuns scrutent-ils le gouvernement « turquoise-vert » formé par le chancelier autrichien Sebastian Kurz en janvier 2020 comme laboratoire d'un « conservatisme vert » en Europe⁶⁰. Cela supposerait toutefois un consensus en la matière ce qui est loin d'être acquis, comme l'a montré le *tweet* d'Annalena Baerbock en août 2020 en réaction aux propos du ministre-président bade-wurtembergéois, Winfried Kretschmann se disant favorable à une constellation noire-verte à l'échelle du *Bund*⁶¹. Si le fait de

57. Les titres de la presse allemande et internationale témoignent de cette ambition gouvernementale : cf. A. Hellemann, « Robert Habeck eröffnet Parteitag der Grünen. Das war eine Bewerbung fürs Kanzleramt », *Bild-Zeitung*, 15 novembre 2019, disponible sur : www.bild.de ; A. Stehle, « Parteitag der Grünen in Bielefeld: Operation Kanzleramt, ohne Kanzlerkandidat », *Neue Zürcher Zeitung*, 17 novembre 2019, disponible sur : www.nzz.ch ; T. Wieder, « En Allemagne, les Verts misent sur le "réalisme" pour arriver au pouvoir », *Le Monde*, 18 novembre 2019, disponible sur : www.lemonde.fr.

58. Bündnis 90/Die Grünen, *Die Zukunft ist grün. Grundsatzprogramm von Bündnis 90/Die Grünen*, disponible sur : www.boell.de.

59. « *Sonntagsfrage Bundestagswahl* », 27 novembre 2020, Statistiques disponibles sur : www.infratest-dimap.de.

60. « Autriche : La naissance du conservatisme vert », Institut Montaigne, 17 janvier 2020, disponible sur : www.institutmontaigne.org.

61. En réponse aux propos du ministre-président, Annalena Baerbock a indiqué sur twitter le 26 août 2020 qu'une coalition de ce type ne faisait pas partie de ses rêves les plus chers, disponible sur : <https://twitter.com/>.

garder l'ensemble des options sur la table ébranle la cohésion interne du parti, celui-ci est aussi soumis à la pression des médias – qui de Habeck ou de Baerbock sera le ou la futur.e candidat.e. ? – et à celle de ses potentiels partenaires, comme le montrent les déclarations de l'actuelle codirigeante du SPD, Saskia Esken qui, à l'occasion de son interview d'été, a déclaré être ouverte à un.e chancelier.e vert.e dans une configuration coalitionnaire verte-rouge-rouge⁶².

La volonté de renouveler l'image du parti passe par des formulations qui tentent de trouver un juste équilibre entre l'héritage contestataire du « parti anti-partis » et l'ambition gouvernementale actuelle, à l'instar du plaidoyer de Robert Habeck en faveur d'un « radicalisme réaliste⁶³ ». L'ambition gouvernementale passe par un renouvellement conceptuel et programmatique : les Verts entendent former un « parti de rassemblement » (« *Bündnispartei* ») en guise d'alternative au « concept dépassé des « *Volksparteien*⁶⁴ ». Alors qu'au lendemain de la coalition « rouge-verte » (1998-2005), la modernisation écologique de l'économie sociale de marché avait été placée au centre de leur projet politique (*New Green Deal*, 2008), la réflexion programmatique amorcée en 2018 pour remplacer le programme de 2002 (*Die Zukunft ist grün*⁶⁵), doit permettre de défaire les Verts de l'étiquette de parti « monothématique » et de recruter largement au-delà de leur base traditionnelle, tout en continuant à accorder une place centrale aux enjeux climatiques. Le parti est en effet encore largement perçu comme parti écologiste : au printemps 2019, 88 % des sondés indiquaient avoir voté vert en raison du climat et de l'environnement⁶⁶. Malgré la pandémie de COVID-19, cette expertise joue actuellement en la faveur du parti vert : selon un sondage réalisé au début de la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne (UE) en juillet 2020, la majorité des sondés estimait que la protection du climat devait être la priorité de la politique allemande⁶⁷.

62. « Sommerinterview mit Saskia Esken », *Tagesschau*, 9 août 2020, disponible sur : www.tagesschau.de.

63. D'après le slogan du duo vert « Radikal ist das neue Realistisch ». Voir notamment C. Lobenstein, B. Ulrich, « Die Grünen. Regieren ist radikal », *Zeit online*, 24 octobre 2018, disponible sur : www.zeit.de.

64. Selon les propos du secrétaire général Michael Kellner, « Neues Grundsatzprogramm, Grüne Kampfansage », *Spiegel online*, 26 juin 2020, disponible sur : www.spiegel.de.

65. Bündnis 90/Die Grünen, « "...zu achten und zu schützen". Veränderung schafft halt ». Grundsatzprogrammwurf, Antrag zur 45. Bundesdelegiertenkonferenz von Bündnis 90/Die Grünen in Karlsruhe, 20-22 novembre 2020, disponible sur : <https://cms.gruene.de>.

66. « Europawahl 2019. Grünen Wähler: Welches Thema spielt bei Ihrer Wahlentscheidung eine große Rolle? », disponible sur : <https://wahl.tagesschau.de>.

67. Les trois premières priorités nommées sont le climat (50 %), la gestion des suites du coronavirus (39 %) et l'état de droit en Europe (33 %), statistiques disponibles sur : www.tagesschau.de.

Le 26 juin 2020, soit le jour du 75^e anniversaire de la création du parti chrétien-démocrate, le bureau fédéral des Verts a présenté publiquement la version intermédiaire de son nouveau programme. La date retenue pour la conférence de presse tenait vraisemblablement moins de la simple coïncidence que d'une habile mise en scène des visées gouvernementales du duo Habeck-Baerbock. La version finale du programme a été adoptée à l'issue du congrès qui s'est tenu en format entièrement numérique du 20 au 22 novembre 2020⁶⁸, en direct de la salle de spectacle du Tempodrom à Berlin, où était réuni le bureau fédéral. Le quatrième programme du parti est intitulé « ...respecter et protéger... "Le changement, un facteur de stabilité" », en référence à l'article premier de la Loi fondamentale⁶⁹. Il place le projet politique vert sous le signe du changement dans la continuité : les sept chapitres reprennent les défis centraux du XXI^e siècle parmi lesquels le climat et l'environnement, l'éducation et la santé ou encore l'économie et la justice sociale. Offrant des points de contact à gauche comme à droite, il s'apparente moins à l'énoncé de mesures concrètes qu'à la délimitation des grandes orientations que les Verts entendent impulser au pays lors des prochaines décennies, à un moment où la pandémie génère un effet de loupe sur les dysfonctionnements sociétaux, les fragilités économiques et les incertitudes géopolitiques.

Le volet social confirme le basculement amorcé depuis quelques années vers un pragmatisme politique⁷⁰ prenant en considération l'impact socio-économique des transformations écologiques. Il offre de multiples points de contact avec les partis de la gauche du spectre politique : les Verts s'engagent pour un système de santé performant délesté de la logique du profit, la revalorisation des salaires des soignants, le renforcement des aides de l'État pour les plus nécessiteux ou encore l'augmentation du revenu minimum à douze euros. Tout en votant pour le remplacement des lois Hartz IV par une aide garantissant un minimum social à ceux dont les propres moyens financiers seraient insuffisants (« *Garantiesicherung* »), les 800 délégués du congrès de novembre 2020 ont aussi réussi à faire passer, contre l'avis du bureau fédéral, la proposition d'un salaire universel sans conditions (« *Grundeinkommen* »).

68. Au moment de la rédaction de cet article, la version définitive du programme n'était pas encore disponible. Les renvois au texte programmatique se réfèrent par conséquent à la version provisoire présentée le 26 juin 2020.

69. Il s'inscrit aussi dans la continuité du programme de 2002, dont le préambule plaçait « l'être humain avec sa dignité et sa liberté » au centre du projet politique vert. Voir : Bündnis 90/Die Grünen, *Die Zukunft ist grün*, op. cit., p. 9.

70. Le parti s'est défait de sa réputation de parti de « l'interdit », comme cela avait encore été le cas lors de la campagne de 2013, où la proposition d'introduire un « Veggje Day » dans les cantines avait été largement perçue comme une restriction importante des libertés individuelles.

Le congrès numérique a été pour les Verts l'occasion de réaffirmer leur engagement pour une société ouverte, solidaire, juste et respectueuse des droits des minorités quelles qu'elles soient (racisé.e.s, LGBT+, réfugié.e.s, etc.), en décidant notamment de l'adoption prochaine de nouveaux statuts visant à assurer la représentation équitable des personnes discriminées ou défavorisées, comme celles étant d'origine étrangère ou en situation de handicap. Sur le plan de la politique éducative, les Verts se sont prononcés pour la gratuité des crèches et des écoles, et l'amélioration de l'infrastructure numérique et de la connectivité, tout en faisant de la transparence et de la protection de la sphère privée la priorité de la transformation numérique⁷¹. Sur le plan économique, les Verts s'engagent pour une politique industrielle « éco-sociale » qui vise la décarbonation des processus de production en Europe⁷². De même, le plan de relance économique présenté par le groupe parlementaire vert en mai 2020 souhaite aller plus loin que le programme de relance du gouvernement Merkel : prévoyant un investissement à hauteur de 500 milliards d'euros sur dix ans, le « pacte pour l'avenir⁷³ » doit enrayer à la fois la crise économique et climatique, ce qui passe par exemple par le soutien des producteurs locaux par le biais de « bons d'achat locaux » (« *Kauf-vor-Ort-Gutschein* ») à hauteur de 250 euros.

Lors du congrès numérique de novembre 2020, les délégués ont aussi débattu de questions historiquement sensibles, comme l'homéopathie ou encore les technologies géniques qui ne sont plus catégoriquement rejetées ; une tribune signée le 10 juin 2020 par 20 eurodéputés allemands parmi lesquels l'ex-députée du Bundestag Viola von Cramon-Taubadel avait déjà épinglé la surréglementation européenne dans le secteur agricole, avançant l'argument de l'utilisation de la technologie CRISPR dans la recherche médicale⁷⁴.

Dans le domaine de la politique de sécurité et de défense verte, la « neutralisation⁷⁵ » de certaines positions est source de tensions même si celles-ci n'ont plus l'apparence des guerres fratricides du passé. Les positions des Verts avaient déjà connu un tournant majeur avec le programme de 2002 qui, reconnaissant la légitimité des opérations militaires comme *ultima ratio* dès lors qu'elles étaient encadrées par le mandat du conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU),

71. « ...zu achten und zu schützen », *op. cit.*, p. 26, § 148.

72. *Ibid.*, p. 21-22, p. 21, § 107.

73. Bündnis 90/Die Grünen Bundestagsfraktion, « Eckpunkte für ein grünes Konjunktur- und Investitionsprogramm. Zukunftspakt. Für einen Aufbruch aus der Krise », Fraktionsbeschluss, 26 mai 2020, disponible sur : www.gruene-bundestag.de.

74. A. Christmann, Viola von Cramon, *et al.*, « Neue Zeiten, neue Antworten: Gentechnikrecht zeitgemäß regulieren », 10 juin 2020, disponible sur : www.gruene.de.

75. G. Winter, « Le parti écologiste allemand... », *art. cit.*

marquait l'abandon du pacifisme radical des débuts⁷⁶. La tension entre la recherche du pragmatisme politique et la peur de contribuer à la militarisation du projet de paix européen amène aujourd'hui les Verts allemands à adopter une ligne politique « pondérée », c'est-à-dire doublement régie par une volonté de modération et la recherche d'un équilibre entre des conceptions politiques divergentes⁷⁷. Les Verts sont fidèles à leurs valeurs fondatrices : la diplomatie préventive doit être fondée sur le paradigme de la sécurité humaine dont ils ont une compréhension « holistique⁷⁸ » qui prend en compte les enjeux politiques, économiques et climatiques ; ils plaident pour le renforcement du multilatéralisme et développent dans le même temps un rapport moins polémique à l'armée et au renforcement de la coopération entre les forces armées en Europe. Le *soft power* de l'UE doit être « l'ancre⁷⁹ » de la coopération internationale. En outre, le texte programmatique pointe du doigt les intérêts sécuritaires divergents au sein de l'OTAN et insiste sur la nécessité d'y défendre plus fortement les intérêts européens, mais reconnaît en même temps qu'elle est un élément à part entière de « l'architecture sécuritaire européenne et des relations transatlantiques⁸⁰ ». Cette ligne est à contre-courant de l'antimilitarisme de *Die Linke* et de ses positions anti-OTAN que partagent certains membres verts considérant que l'argent servant à moderniser la Bundeswehr serait plus utile dans la lutte contre le réchauffement climatique ou l'aide au développement⁸¹.

La stratégie centriste poursuivie par le duo Habeck-Baerbock pose en creux la question du degré de radicalité (nécessaire) du parti et de ses incidences sur son rapport avec la base militante. Cela se voit particulièrement dans son domaine d'expertise clé, la politique climatique : si le mouvement *Fridays for Future* a été l'un des facteurs de la progression verte depuis l'été 2018, les divers groupes politiques et initiatives citoyennes qui ont émergé à partir de la société civile renvoient aux Verts l'image d'une normalité insuffisamment radicale, à l'instar du parti *radikal:klima* créé à Berlin en août 2020 avec pour objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2030⁸² ou encore de la *Klimaliste Baden-Württemberg* créée en septembre 2020 et qui vient concurrencer le

76. *Die Grünen, Die Zukunft ist grün, op. cit.*

77. G. Winter, « Le parti écologiste allemand... », *art. cit.*

78. A. Sloat, « Germany's New Centrists? The Evolution, Political Prospects, and Foreign Policy of Germany's Green Party », *The New Geopolitics*, Robert Bosch Foundation, octobre 2020, disponible sur : www.brookings.edu.

79. « ...zu achten und zu schützen », *op. cit.*, p. 50-51.

80. « ...zu achten und zu schützen », *op. cit.*, p. 52-54, p. 54, § 368.

81. G. Winter parle du sentiment de « séduction-répulsion » que génère encore l'idée d'une défense européenne commune chez beaucoup de militants verts. Voir G. Winter, « Le parti écologiste allemand... », *art. cit.*, p. 15.

82. H. Lehmann, « Konkurrenz für die Grünen? Radikale Partei in Berlin gegründet », *Der Tagesspiegel*, 9 août 2020, disponible sur : www.tagesspiegel.de.

parti de Winfried Kretschmann. La pratique gouvernementale donne parfois l'impression d'une hydre à plusieurs têtes, coupée de ses racines citoyennes : en Hesse, le gouvernement noir-vert qui est au pouvoir depuis six ans agrandit l'autoroute A 49, alors que des membres verts manifestent contre la destruction du Dannenröder Forst, soutenus par des membres du bureau fédéral qui demandent l'arrêt immédiat des travaux⁸³. Même si, à court terme, les Verts ont évité le conflit ouvert lors du congrès de novembre 2020 en adoptant une position plus ferme sur l'objectif des 1,5 degré, ils devront faire la preuve de la faisabilité et de la pertinence d'une radicalité « normalisée ».

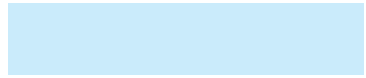
83. V. Höhne, « Ideologie und Praxis. Die Grünen sind sich nicht grün genug », *Spiegel online*, 10 octobre 2020, disponible sur : www.spiegel.de.

Conclusion

Auréolés de leurs succès aux scrutins locaux, régionaux et européens, les Verts affichent aujourd'hui leur ambition d'être un parti de rassemblement situé au centre de l'échiquier politique, non seulement capable, mais aussi désireux de gouverner. Si les Verts allemands ne sont plus le parti des mouvements citoyens, ils ne sont pas davantage un « *Volkspartei* » : ils sont encore largement le parti des classes moyennes supérieures, des diplômés et des citadins, et, trente ans après la réunification, un parti en grande partie ouest-allemand. La volonté de proposer une alternative au modèle traditionnel des partis « populaires » en formant un parti de « rassemblement » s'accompagne de l'ambition de ne plus être perçu comme un parti monothématique, à l'heure où les coûts de la crise sanitaire et économique mettent en péril le projet de restructuration écologique du pays. À plus d'un titre, la « super année » électorale qui s'annonce fera figure de test avec, outre les élections législatives de septembre 2021, pas moins de sept élections régionales (Bade-Wurtemberg, Rhénanie-Palatinat, Hesse, Thuringe, Saxe-Anhalt, Berlin, Mecklembourg-Poméranie-Occidentale). Dans le contexte inédit de la pandémie de COVID-19, les Verts allemands devront montrer qu'ils sont capables de défendre leur image de parti réformateur moderne et pragmatique. Ils devront pour cela clarifier leurs positions dans des domaines politiques « durs » tels que la gestion de la crise économique – qui impose un temps de réaction à court terme face à la peur de la récession et de la perte d'emploi – ou encore la politique de sécurité et de défense, dans la perspective où ils parviendraient à rejoindre le prochain gouvernement, voire à pousser la porte de la Chancellerie.

Les dernières publications du Cerfa

- C. Major, C. Mölling, [Autonomie stratégique européenne : arrêtons de nous enliser dans les débats toxiques](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, Ifri, 14 décembre 2020.
- F. Decker, [L'avènement d'une nouvelle époque dans des temps troublés. La CDU à la fin de l'ère Merkel](#), *Notes du Cerfa*, n° 157, Ifri, décembre 2020.
- P. Hassenteufel, « [Le système de santé allemand face à la crise du coronavirus](#) », *Notes du Cerfa*, n° 156, Ifri, novembre 2020.
- D. Puhl, [La coopération en matière d'armement entre la France et l'Allemagne. Un terrain d'entente impossible](#), *Visions franco-allemandes*, n° 31, Ifri, novembre 2020.
- D. Capitant, [L'arrêt de la Cour de Karlsruhe : un coup de tonnerre dans un ciel serein ?](#), *Notes du Cerfa*, n° 155, Ifri, octobre 2020.
- S. Parthie, [La politique économique allemande face à la crise du COVID-19 : Comment l'Allemagne soutient son économie](#), *Notes du Cerfa*, n° 154, Ifri, octobre 2020.
- P. Maurice, [Trente ans après sa réunification, le « moment européen » de l'Allemagne ?](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, Ifri, octobre 2020.



Institut français
des relations
internationales